



Arrêt

**n° 66 343 du 8 septembre 2011
dans l'affaire X / V**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre :

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 17 août 2009 par **X**, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 14 juillet 2009.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 2 mars 2011 convoquant les parties à l'audience du 25 mars 2011.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me H. DOTREPPE, avocat, et A. E. BAFOLO, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général »), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité guinéenne et d'origine ethnique peule. En 2004, vous auriez fait la connaissance de votre petit ami. Au début de l'année 2005, votre père serait décédé. Un de ses amis aurait alors informé votre mère de son souhait de vous épouser et il aurait offert de nombreux cadeaux aux membres de votre famille. Votre mère vous aurait fait part de ce projet auquel vous vous seriez opposée. Un jour, les membres de votre famille vous auraient annoncé la date de votre mariage. En 2006, le mariage religieux aurait été célébré. Ce soir-là, vous auriez pris la fuite chez une amie. Après deux jours, des jeunes du quartier, après vous avoir maîtrisée, auraient appelé votre grand frère. Celui-ci vous aurait frappée et vous aurait amenée chez votre époux. Vous y auriez séjourné au moins pendant un mois. Votre époux vous aurait violée à plusieurs reprises. Pendant ce séjour, vous auriez également eu des relations sexuelles avec votre petit ami. Vous seriez tombée

enceinte et auriez alors pris la fuite à Pitta. Après deux semaines, votre époux serait venu vous chercher accompagné de deux militaires. Votre hôte aurait été placée en prison et vous auriez été ramenée à Conakry chez votre époux. Le 17 février 2007, le mariage civil aurait eu lieu. On vous aurait ensuite forcée à révéler l'identité de votre petit ami. Celui-ci aurait alors été arrêté et placé en prison. Vous auriez vécu vingt et un mois chez votre époux pendant lesquels vous auriez subi de nombreux sévices. Le 15 novembre 2008, vous auriez quitté la Guinée et vous seriez arrivée le lendemain en Belgique.

B. Motivation

Dans le cadre de votre demande d'asile, il vous appartient de convaincre l'autorité administrative que vous avez quitté votre pays, ou en demeurez éloignée, par crainte de persécution au sens de l'article 1er, A, 2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ou qu'il existe dans votre chef un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce car aucun crédit ne peut être donné à vos déclarations.

Ainsi, vous ignorez quand – même approximativement – votre mère vous aurait informée du projet de mariage (audition du 23 juin 2009, p. 9), le moment – même approximatif – où les membres de votre famille vous auraient annoncé la date de votre mariage (ibid., p. 12), et la date du mariage religieux (ibid., pp. 5, 6 et 13).

Ainsi encore, il n'est pas crédible que vous ne preniez pas l'initiative de fuir avant la cérémonie religieuse. Vous prétendez d'abord n'avoir compris qu'au dernier moment que votre famille ne renoncerait pas à ce mariage (ibid., pp. 14 et 15) ; or, selon vos déclarations, vous aviez déjà cette certitude lorsque votre mère vous a informée du projet de mariage ; en outre, l'annonce d'une date de mariage paraît incompatible avec un doute sur la volonté de votre famille de procéder à ce mariage. Vous alléguiez ensuite avoir pris la décision de fuir après la cérémonie pour ainsi faire comprendre à votre famille et à celle de votre époux que vous n'iriez pas vivre chez votre époux, malgré ce mariage ; or, de telles allégations sont totalement incohérentes : l'on peut légitimement penser qu'une fuite avant la cérémonie marquerait davantage votre désaccord à cette union que votre présence à ce mariage religieux.

Ainsi de même, le Commissariat général constate que vous étiez libre de sortir quand vous étiez chez votre époux malgré votre première fuite. Or, à aucun moment vous n'avez essayé de fuir alors que selon vos dires, vous subissiez de graves sévices chez votre époux (ibid., pp. 22 à 30). Votre tentative d'explication à ce sujet n'est pas convaincante: vous dites être délibérément restée chez votre époux car vous désiriez que l'enfant que vous souhaitiez concevoir avec votre petit ami le soit lorsque vous viviez chez votre époux.

Les incohérences relevées ci-avant empêchent de croire que vous ayez été victime d'un mariage forcé comme vous le prétendez. En effet, l'absence d'indication des moments où se seraient déroulés des événements importants liés à ce prétendu mariage et l'adoption d'un comportement qui ne correspond pas à celui d'une personne qui serait réellement victime d'un tel mariage permettent de conclure en l'absence de crédibilité de votre récit.

Vous avez été confrontée à ces incohérences lors de votre audition du 23 juin 2009 et les explications que vous avez alors avancées ne sont nullement convaincantes. Votre extrait d'acte de naissance, à le supposer authentique, est sans rapport avec les problèmes allégués et n'est donc pas de nature à rétablir la crédibilité de votre récit.

La situation qui prévaut en Guinée depuis le coup d'Etat du 23 décembre 2008 est calme tout en restant incertaine. Ce coup d'Etat a été condamné, par principe, par la communauté internationale, laquelle souhaite cependant maintenir le dialogue avec la Guinée pour l'aider à assurer la transition. Les partis politiques et la société civile approuvent dans leur grande majorité le coup de force militaire même s'il subsiste un grand doute quant à l'avenir du pays compte tenu de la crise que connaît la Guinée depuis de nombreuses années. Le CNDD (Conseil National pour la Démocratie et le Développement) a nommé un Premier ministre civil et a pris l'engagement public d'achever la transition par l'organisation d'élections fin de cette année 2009. Les événements récents dans votre pays ne sont pas de nature à renverser le sens de la présente décision.

Vous restez par conséquent en défaut d'établir le bien-fondé des craintes et des risques que vous alléguiez et, partant, vous ne remplissez pas les conditions de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil »), la partie requérante confirme pour l'essentiel fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée. Dans la requête, elle ajoute avoir subi antérieurement une excision. A l'audience, elle déclare que son compagnon est arrivé en Belgique en juin 2010 et qu'ils se sont retrouvés via la Croix-Rouge en octobre suivant.

3. La requête

3.1 La partie requérante invoque la violation des articles 48/3, 48/4, 52 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, « *du principe général de bonne administration et du contradictoire* ». Elle invoque également l'erreur manifeste d'appréciation.

3.2 En substance, la partie requérante conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à la cause.

3.3 En conclusion, la partie requérante demande, à titre principal, de réformer la décision attaquée et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, de lui octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire ; elle postule également, le cas échéant, l'annulation de la décision.

4. Les éléments nouveaux

4.1 La partie requérante reproduit dans sa requête, par extraits ou intégralement, trois documents tirés d'*Internet*, le premier publié sur le site www.unhcr.org, le deuxième sur le site www.hri.ca et le troisième sur le site Kababachir.com.

Indépendamment de la question de savoir s'ils constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, ces documents sont valablement produits par la partie requérante dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où ils étayaient ses arguments concernant les mariages forcés en Guinée. Le Conseil les prend dès lors en compte.

4.2 Le 16 mars 2011, la partie défenderesse a fait parvenir au Conseil deux nouveaux documents émanant de son centre de documentation, à savoir un rapport du 29 juin 2010, actualisé au 8 février 2011 et relatif à la « Situation sécuritaire » en Guinée, ainsi qu'un rapport du 8 novembre 2010 sur la situation actuelle des Peuhl en Guinée, actualisé au 8 février 2011 (dossier de la procédure, pièces 8 et 9).

4.2.1 Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, « *l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides* » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « *cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel*

élément dans une phase antérieure de la procédure » (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

4.2.2 Bien que la Cour constitutionnelle n'ait envisagé que l'hypothèse de nouveaux éléments émanant de la partie requérante, le Conseil estime que le même raisonnement doit être tenu, *mutatis mutandis*, lorsque des nouveaux éléments sont avancés par la partie défenderesse.

4.2.3 Les rapports précités ont trait en partie, mais principalement, à des faits survenus après le délai légal dans lequel la partie défenderesse pouvait introduire une note d'observation. La partie défenderesse expose dès lors de manière plausible qu'elle n'était pas en mesure de communiquer tous ces nouveaux éléments dans une phase antérieure de la procédure.

4.2.4 Dans la mesure où ces documents se rapportent à des faits survenus après l'expiration du délai légal imparti pour le dépôt de la note d'observation, ils constituent des nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 et ils satisfont aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi. Le Conseil est par conséquent tenu, dans cette mesure, d'en tenir compte.

5. Les questions préalables

5.1 La partie requérante invoque la violation de l'article 52 de la loi du 15 décembre 1980. Non seulement elle n'expose pas en quoi la décision attaquée ne respecte pas cette disposition, mais, en outre, la décision n'est pas prise sur cette base légale et est totalement étrangère aux hypothèses qu'elle vise. Ce moyen n'est dès lors pas fondé.

5.2 Concernant la violation du principe du contradictoire qu'invoque la partie requérante, le Conseil rappelle d'emblée que ce principe n'est pas applicable à la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissariat général »), celle-ci étant de nature purement administrative et non juridictionnelle. Par ailleurs, la partie requérante ne démontre pas en quoi le principe du contradictoire aurait été violé par le Commissaire général dès lors qu'elle a été entendue et a eu l'occasion de présenter, oralement et par écrit, tous les éléments nécessaires à l'appréciation du bien-fondé de sa demande. En tout état de cause, le recours devant le Conseil est un recours de pleine juridiction et tend à faire respecter le principe du contradictoire, en donnant à la partie requérante l'accès au dossier administratif ainsi qu'au dossier de la procédure et en lui permettant d'invoquer dans sa requête tous les moyens de fait et de droit qu'elle estime utile de faire valoir pour contester la pertinence de la décision attaquée.

6. Discussion

6.1 A l'audience, la partie requérante formule oralement des remarques au sujet des deux nouveaux rapports que la partie défenderesse a fait parvenir au Conseil le 16 mars 2011, soit après le dépôt de sa note d'observation et neuf jours avant l'audience.

Elle fait notamment valoir que le rapport du 8 novembre 2010 sur la situation actuelle des Peuhl en Guinée, actualisé au 8 février 2011, viole l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement. En effet, cet article dispose dans les termes suivants :

« Le Commissaire général ou un de ses adjoints peut, dans sa décision, s'appuyer sur des informations obtenues d'une personne ou d'une institution par téléphone ou courrier électronique.

Le dossier administratif doit alors préciser les raisons pour lesquelles cette personne ou cette institution a été contactée ainsi que les raisons qui permettent de présumer de leur fiabilité.

L'information obtenue par téléphone doit faire l'objet d'un compte rendu écrit mentionnant le nom de la personne contactée par téléphone, une description sommaire de ses activités ou de sa fonction, son numéro de téléphone, la date à laquelle a eu lieu la conversation téléphonique, ainsi qu'un aperçu des questions posées pendant la conversation téléphonique et les réponses données par la personne contactée. »

La partie requérante relève en l'occurrence que les renvois 42 et 43 en bas des pages 8 et 9 du rapport précité se réfèrent à deux conversations téléphoniques, l'une du 24 janvier 2011 avec le président du RADDHO-Guinée et l'autre du 3 février 2011 avec le président de l'OGH, ainsi qu'à des informations

recueillies le 27 janvier 2011 auprès d'une source diplomatique occidentale qui souhaite garder l'anonymat. Or, outre le fait que le rapport ne précise pas la manière par laquelle les informations émanant de la source anonyme ont été recueillies, celles obtenues par téléphone ne font pas l'objet d'un compte rendu écrit tel qu'il est prévu par l'article 26 précité.

Le Conseil constate ainsi que cette disposition n'a pas été respectée sur ces points essentiels et, en conséquence, écarte des débats le rapport du 8 novembre 2010 sur la situation actuelle des Peuhl en Guinée (voir dans le même sens CCE n° 37671 du 27 janvier 2010).

6.2 Par ailleurs, le Conseil constate, au vu du rapport du 29 juin 2010, actualisé au 8 février 2011 et relatif à la « Situation sécuritaire » en Guinée, que la situation des Peuhl a sensiblement évolué dans ce pays depuis la décision de refus prise par la partie défenderesse en juillet 2009.

Le Conseil rappelle à cet égard qu'à supposer qu'une situation évolue en un sens qui est de nature à influencer ses décisions, il doit soit s'en tenir aux informations qui lui sont fournies par les parties, soit annuler la décision du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides afin que celui-ci réexamine le dossier en tenant compte des éléments neufs (voir Conseil d'Etat, arrêt n° 178.960 du 25 janvier 2008). Or, pour les motifs qui précèdent (supra, point 6.1), le Conseil a écarté des débats le rapport du 8 novembre 2010 sur la situation actuelle des Peuhl en Guinée.

6.3 Le Conseil relève enfin que la requérante déclare à l'audience que son compagnon est arrivé en Belgique en juin 2010 et qu'ils se sont retrouvés via la Croix-Rouge en octobre suivant. Or, la requérante soutient que son compagnon a été arrêté et détenu en Guinée en raison des faits qu'elle invoque à l'appui de sa propre demande d'asile (dossier administratif, pièce 5, pages 32 et 34). Si son compagnon a lui-même introduit une demande d'asile en Belgique, ce qu'ignore le Conseil, cette dernière est dès lors susceptible d'avoir une incidence sur la demande de la requérante.

6.4 En conséquence, dès lors que le Conseil ne dispose pas du pouvoir d'instruction nécessaire à la récolte d'informations précises sur la situation des Peuhl en Guinée ni sur le statut du compagnon de la requérante en Belgique, qui sont de nature à influencer sur l'évaluation de la demande d'asile de la requérante, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

6.5 En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire au Commissaire général afin qu'il réexamine la demande d'asile, après avoir procédé aux mesures d'instruction complémentaires adéquates, ce qui implique, le cas échéant, une nouvelle audition de la requérante au regard des éléments soulevés ci-dessus.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La décision (X) rendue le 14 juillet 2009 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit septembre deux mille onze par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

Mme M. PILAETE greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

M. WILMOTTE